



Février 2020 - n° 6

ANTICORPS ...ROUGES

(élaborés et diffusés par la **Commission Nationale Santé du PRCF**, indispensables pour résister et contrecarrer les mauvais coups du système capitaliste)

LA PRISON DE LA SANTÉ, C'EST MACRON-MEDEF et L'UNION EUROPÉENNE ! SORTONS-LES, SORTONS-EN ! (Sinon on ne s'en sortira pas...)

Depuis au moins trois décennies, nos gouvernements successifs n'ont pas cessé de porter des coups à notre système de santé publique héritée du Conseil National de la Résistance. Sous contrôle de Bruxelles, Macron et sa ministre de la santé veulent maintenant mettre en place leur funeste projet de loi "Ma Santé 2022".

Face à la fronde des personnels de santé des hôpitaux, très en colère de la dramatique dégradation de leurs conditions de travail et des risques que cela fait courir aux malades, le gouvernement avait annoncé des « mesures d'urgences » pour "donner de l'oxygène" aux établissements hospitaliers. Ces "mesures d'urgences" c'est du vent ! Ce n'est qu'une tentative de calmer le « ras-le-bol » généralisé ! Elles font déjà partie, en réalité, du plan "Ma Santé 2022", applicable dès cette année. L'austérité voulue par l'Union européenne (et appliquée par Macron avec un zèle qui lui vaudra plus tard la reconnaissance de ses « employeurs » capitalistes...) est plus que jamais d'actualité et les restrictions de dépenses de santé sont maintenues. L'Etat ne désengage aucunement les établissements publics de santé de l'emprise des banques, même s'il prétend reprendre 1/3 de la "dette" contractée par les hôpitaux (pour pouvoir fonctionner et survivre faute de subventionnement public). Ces 10 milliards de reprise sur la période 2020-22 par l'Etat seront renégociés à un meilleur taux avec les banques... Ça ne changera d'ailleurs rien à la dette de la France surveillée par Bruxelles (Les intérêts des banquiers et actionnaires sont en jeu !) puisque le « fardeau » des hôpitaux est déjà compris dans l'endettement global.

Le projet "Ma Santé 2022" de Macron est inchangé et il vise avant tout à réduire le nombre des

hôpitaux et maternités en France, notamment par les GHT (groupements hospitaliers de territoire) sous l'autorité des ARS (Agences Régionales de Santé : certains disent Agences de Restriction des Soins...). Fini donc le rôle de proximité du département dans la planification des soins. Le privé, suite logique de sa "concurrence" déloyale avec le public, prendra la place de celui-ci, se soigner deviendra plus cher et l'accès aux soins encore plus difficile.

Il faut en finir avec cette logique marchande du système de santé et revenir à un véritable service public. Il faut abroger toutes les contre-réformes hospitalières de ces dernières années et engager rapidement les moyens indispensables au redressement et à la modernisation des hôpitaux, notamment :

- augmenter fortement les effectifs de toutes les catégories de personnels,
- constituer de véritables équipes hospitalières pluri-disciplinaires,
- démocratiser l'hôpital par la participation accrue des représentants de toutes les catégories de personnels dans les conseils d'administrations,
- supprimer l'exercice privé à l'hôpital public,
- de façon urgente, mettre en œuvre un grand plan de formation de médecins à l'université mais aussi de formation continue, adaptée aux progrès des sciences médicales, pour toutes les professions de santé.
- dégager la Sécurité Sociale, nœud de notre système de santé, de la tutelle de l'Etat et du patronat avec retour à des administrateurs élus et recouvrement des dettes du grand patronat.

Oui il est urgent, sauf à aller vers une catastrophe sanitaire, de dégager tous les moyens financiers

nécessaires au bon fonctionnement des établissements de soins ! Le critère fondamental doit être les besoins réels, en matière de santé, de la population et non pas la funeste "maîtrise-comptable" des budgets !

La santé publique, comme l'ensemble des services publics, ne pourra pas être au service de la population tant que des gouvernants indignes seront plus soucieux des intérêts du grand patronat et des actionnaires et tant que la France restera dans cette Union Européenne de malheur, capitaliste et supra-nationale, qui ne sert que les « ultra-riches ». La règle d'or pour l'UE est en effet "austérité pour les peuples, profit maximum pour une minorité de nantis".

1200 médecins, chefs de service, font grève de leurs fonctions administratives (non enregistrement des codes d'actes médicaux) et exigent des moyens pour l'hôpital à la hauteur des besoins. Ils alertent sur les dangers que fait courir à la population l'état très préoccupant des hôpitaux. Dans une tribune unitaire, une douzaine d'organisations syndicales ou associatives (Association des Médecins Urgentistes de France, Collectif Inter-Hôpitaux, Collectif Inter-

Urgences, CGT santé, Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Sud-Solidaires santé publique, Printemps de la Psychiatrie, CFE-CGC santé-social, etc...) alertent la population sur la situation catastrophique de l'hôpital public et appellent à une nouvelle **journée de grève et de manifestations le 14 février 2020** pour que le gouvernement réponde enfin aux revendications des personnels de santé.

Soignants, usagers, défenseurs de nos services publics, travailleurs du secteur privé comme du public, vous toutes et tous qui êtes déjà, à des niveaux variables, impliqué(e)s dans la bataille contre le funeste projet de retraites à points Macron-MEDEF-UE, refusons de toutes nos forces, tous ensemble et en même temps, ces projets de régression sociale ! En attendant ce **rendez-vous de lutte du 14 février**, refusons cette sous-société que l'on veut nous imposer, par notre présence aux diverses manifestations organisées, par nos actions autour de nous, par notre soutien aux grévistes, par nos journées ou heures de grève !

OUI, TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS, ON PEUT GAGNER !

C'est dans cet esprit et dans ce but que le PRCF propose, aux militants de lutte sur le terrain, aux Gilets jaunes, aux organisations syndicales et aux organisations politiques progressistes, de mettre rapidement sur pied une **MANIFESTATION UNITAIRE GÉANTE À PARIS, SUR LES CHAMPS-ÉLYSÉES**, capable d'ébranler sérieusement ce gouvernement de nantis, pour les nantis !

Pour nous rejoindre, nous contacter, avoir des infos sur le PRCF, pour recevoir gratuitement pendant 3 mois notre journal mensuel de 24 pages « Initiative Communiste » et/ou le dernier n° de notre revue théorique trimestrielle « Etincelles » :

- un n° de téléphone : 06 81 13 81 04 (au besoin, laissez un message)
- une adresse électronique : comm.sante.prcf@gmail.com
- une adresse postale : PRCF - 08 rue du Clos Lapaume – 92220 BAGNEUX
- Un site internet national : www.initiative-communiste.fr